

fonctionnement du tarif de protection que nous connaissons au Canada. Il me semble que c'est une fausse politique économique que de permettre à une partie de la population d'exploiter légalement l'autre partie à son profit. D'après moi, l'économie nationale atteint son maximum de perfection quand le plus grand nombre des habitants d'un pays sont engagés dans des entreprises productives, sans être entravés par des restrictions artificielles ni choyés par des privilèges spéciaux.

Les remarques de l'honorable député de Saint-Jean (M. Baxter) touchant la restitution aux provinces de l'Ouest de leurs ressources naturelles, m'avaient vivement intéressé. Je n'approuve pas tout ce qu'il a dit à ce sujet. Je ne peux pas comprendre, comment, lorsque deux personnes négocient une transaction commerciale, un tiers, qui a pu y être intéressé dans l'ancien temps, vienne s'interposer à ce moment-là. Pour moi, c'est une question à débattre entre le Gouvernement et chacune des provinces intéressées.

On a assez parlé pour le moment de la nationalisation des chemins de fer. Toutefois, je tiens à confirmer ce que disait hier l'honorable député de York-Sud (M. Maclean) au sujet de la réunion des lignes de l'Etat en un seul réseau, un gigantesque réseau canadien, dont nous serons fiers et que nous pouvons espérer, en raison même de la fusion, administrer d'une façon économique et efficace.

Je ne voulais parler qu'une demi-heure et je m'aperçois qu'elle est presque expirée. J'aborde maintenant le dernier article du discours du trône dans lequel le Gouvernement prêche l'économie non seulement dans les services administratifs, mais aussi dans les crédits qui vont être votés et les entreprises qui devront être exécutées. Je suis parfaitement d'accord sur ce point, et je suis sûr que tous les membres du groupe progressiste sont de cet avis. Nous avons été un peu trop prodigues dans le passé et le temps est venu où il faut économiser, où il faut retrancher. Mais le Gouvernement serait bien mal avisé de ne pas examiner très attentivement le caractère des économies qu'il se propose de faire. Le peuple canadien a placé un certain capital dans les chemins de fer nationaux et autres services publics. Ces placements ont été faits à la suite de promesses données par les gouvernements passés et qui doivent être fidèlement tenues.

Je renouvelle au cabinet l'assurance que je lui ai donnée au début de mes remarques, à savoir que s'il s'en tient à son programme, et qui se rapproche tellement

de celui que nous soutenons, je lui prêterai main forte; autrement dit aussi longtemps qu'il tiendra les promesses qu'il a faites dans presque chaque article de son programme, il aura, j'en suis sûr, l'appui sincère des députés progressistes.

Si le Gouvernement n'accomplit pas les réformes qu'il a promises il devra nous en rendre compte. Je crois que le Gouvernement actuel a de plus grandes chances de succès qu'aucun gouvernement que nous ayons eu au Canada. Les récentes années ont été dures; aujourd'hui nous vivons en un monde nouveau. La civilisation est née de nouveau et les peuples voient les choses d'un œil différent. Nous sommes fiers de notre héritage, fiers du pays que nous avons développé et c'est au Gouvernement qu'incombe la responsabilité de voir non seulement au maintien de notre grandeur mais aussi à son accroissement.

M. T. L. CHURCH: Comme l'un des nouveaux représentants du district de Toronto je suis heureux, monsieur l'Orateur, de saisir cette occasion de vous offrir mes compliments à l'occasion de votre nomination au poste élevé de président des Communes. Vous êtes beaucoup et très favorablement connu dans la province d'Ontario, comme vous l'êtes dans les autres parties du Canada et de l'Empire et je vous félicite pour tout ce qu'il vous a été donné d'accomplir pour votre pays.

Permettez-moi de dire en débutant que je suis heureux d'observer le ton modéré du débat et cela plus particulièrement à cause du fait que la Chambre compte 134 nouveaux députés. Je crois qu'il est bien juste de dire que les honorables députés des deux côtés de la Chambre méritent des félicitations pour la religieuse attention qu'ils ont apportée aux débats.

Au Canada, monsieur l'Orateur, nous avons pris la politique trop sérieusement. Nous avons eu trop de politique de parti dans le pays. Depuis la Confédération nous avons été portés à étudier ce qui était bon pour le parti avant de nous occuper de ce qui était bon pour le pays. C'est la raison pour laquelle un nouveau parti, un groupe d'hommes et de femmes, a surgi.

Laissez-moi bien faire comprendre que je ne suis pas cultivateur. Je ne sais rien et je ne prétends rien savoir de la culture. Cependant, tous les partis politiques du Canada ont rivalisé entre eux pour avoir l'appui des cultivateurs. Après tout, toutes les richesses nous viennent du sol et la base même de la société est en grande partie composée de cultivateurs. Pendant un quart de siècle, je me suis trouvé asso-